

**Bonjour et bienvenue sur d-s-f.org, nous sommes très heureux de recevoir Pervenche Berès !**  
Bienvenue à tous en direct de Strasbourg pour ce premier chat de l'Europe des 25.

**Théo : Après l'élargissement du 1er mai 2004, quelle sera la prochaine étape dans l'évolution de l'UE? De nouvelles adhésions sont-elles prévues ? Quels pays ? Quand ?**

L'UE a d'ores et déjà un engagement avec la Roumanie et la Bulgarie. La Croatie a déposé sa candidature et chacun sait que l'UE a un engagement ancien à l'égard de la Turquie. La commission de Bruxelles dira à la fin de l'année si la Turquie est prête pour que l'on puisse ouvrir les négociations avec elle. Si la réponse est positive les chefs d'Etats et de gouvernements devront prendre leurs responsabilités. Veulent-ils ou non ouvrir ces négociations sachant que quand on accepte d'ouvrir une négociation c'est qu'on accepte de la conclure?

**Alice M : On dit que l'élargissement est un processus gagnant-gagnant pour les nouveaux comme pour les anciens Etats membres. Il est évident que les nouveaux venus vont tirer profit de la situation en termes d'emplois, de croissance économique et de coopération politique. Mais je ne vois pas ce que les anciens membres ont à gagner, est ce qu'ils ne prennent pas plutôt le risque d'être tirés vers le bas ?**

La vie ne sera pas si facile pour les 10 pays qui 15 ans après la chute du Mur de Berlin viennent enfin de nous rejoindre. Un exemple, nous avons peur des délocalisations mais eux aussi ont peur avec le risque pour eux de voir leurs cerveaux partir à l'ouest et leurs toutes jeunes entreprises déjà repartir vers le grand est, la Chine et l'Inde. Pour nous, si nous voulons préserver, renforcer notre modèle social cet élargissement devra nous servir de booster. A 15, force est de reconnaître, que nous avons bien du mal à avancer dans le domaine social et fiscal. N'accusons pas les nouveaux venus de toutes nos propres turpitudes et servons nous de cette réconciliation pour créer un ensemble cohérent et solidaire pour peser dans le monde.

**BBFev : Tous les nouveaux Etats membres n'ont pas le même potentiel de croissance économique et de stabilité politique. Quels sont les plus prometteurs ?**

C'est l'Estonie, la Hongrie et la Slovaquie qui font manifestement partis du peloton de tête. C'est vrai qu'aujourd'hui l'instabilité politique de la Pologne largement liée à une situation économique très difficile nous interroge. Tout ce qui pourra contribuer à stabiliser ce nouveau grand pays de l'UE servira l'intérêt des polonais et de tous les Européens.

**Positif : Ne pensez-vous pas que les nouvelles adhésions risquent de compromettre la cohésion de l'Europe ?**

Depuis le passage à l'euro, cette cohésion était fragilisée puisqu'à 15 nous ne parvenions pas à faire ce que nous aurions dû faire dans le domaine économique et social pour accompagner, équilibrer l'existence d'une monnaie unique. Jacques Delors nous dit depuis des années que nous ne ferons pas à 25 ce que nous faisons à 15. Il a raison. J'ai la conviction que pour favoriser la cohésion des 25, il faut que les pays de la zone euro, zone ouverte à tous ceux qui veulent et peuvent la rejoindre, exercent le rôle moteur. Pour cela la France et l'Allemagne doivent se prendre par la main et plutôt que de s'allier uniquement lorsqu'elles doivent se faire punir par Bruxelles, s'allier pour équilibrer la zone euro.

**Djaydad : Quelles vont être les conséquences sur le court terme en termes d'emplois ? Et sur le long terme ?**

Je vais intervenir dans 30 minutes en séance plénière du Parlement Européen là-dessus. Je vous invite à regarder sur le site de la dsf ce que j'aurais dit. Merci de cette question qui me permet de me préparer :-)) L'UE doit réfléchir à sa stratégie en terme d'emplois. Pour cela, il faut une politique industrielle digne de ce nom. Il faut financer l'effort de recherche- cela relève de la responsabilité de chaque Etat membre- il faut favoriser la formation tout au long de la vie et surtout il faut que toutes les entreprises n'aient pas que des droits mais qu'elles aient aussi des devoirs et ces devoirs tiennent au respect de standards sociaux minimums. Pour moi, l'une des clés pour répondre à cette question est le problème de l'impôt sur les sociétés. Nous devons tout faire pour que les populations des 10 pays qui nous rejoignent puissent "vivre et travailler au pays", mais il n'est pas admissible qu'ils le fassent sur la base d'un dumping fiscal qui se traduit notamment par la baisse de l'impôt sur les sociétés.

**Nannum : Va-t-il y avoir un afflux de travailleurs de l'est ?**

Justement. On voit bien que les Français ont aujourd'hui peur à la fois des délocalisations et des flux migratoires excessifs. Il ne s'agit pas de choisir entre les deux, mais tout de même, plus la croissance dans les pays qui nous rejoignent sera forte plus cette croissance aura un effet d'entraînement sur notre propre croissance et permettra de fixer sur place la population de ces pays. D'une certaine manière ces perspectives me semblent plus prometteuses que la situation actuelle où telle Soeur Anne l'Europe attend toujours de voir venir la croissance des Etats Unis.

**2005 : Quand les nouveaux Etats membres vont-ils passer à l'Euro ?**

Ils devront d'abord remplir les critères de Maastricht. Il y a un critère qui détermine un calendrier puisqu'il faut pour adhérer à la zone euro avoir participé pendant deux ans aux mécanismes de change. In fine, il s'agira comme toujours sur la base de critères objectifs d'une décision politique. En clair, tous ceux qui sont toujours gourmands de voir l'Europe s'approfondir avant de s'élargir ont deux ans pour agir dans la zone euro.

**Lol : Quel va être le coût de l'élargissement ?**

15 euros par an et par habitant. Souvenons-nous de ce qui a fait le succès de l'adhésion de l'Espagne et du Portugal. L'Europe à l'époque s'était donnée les moyens de la solidarité. C'est comme ça que l'on a permis que cet élargissement qui faisait si peur aux Français soit un vrai succès. Pour faire de la réconciliation un succès, l'Europe a besoin d'argent pour favoriser la cohésion des 25 et organiser la solidarité. Je trouve scandaleuse la lettre que Jacques Chirac a envoyé à Romano Prodi avec 5 autres chefs d'Etats pour limiter le

budget de l'Union à 1% du PNB.

**Nina : Pensez-vous que les nouveaux Etats membres soient suffisamment bien préparés pour faire face aux changements que leur adhésion à l'UE va entraîner ? Et d'ailleurs quels vont être les principaux changements ?**

Ces pays se préparent depuis 1993 et ils l'ont fait dans des conditions incroyables. On sous-évalue complètement les bouleversements que ces économies et ces sociétés ont connues. Ils ont organisé leur rattrapage économique à une vitesse impressionnante. Et le grand défi pour demain c'est d'amortir le choc de cette adhésion notamment en termes sociaux. C'est pourquoi je crois que le projet que le PS propose aux français pour l'élection du 13 juin est celui qui correspond à une stratégie gagnant-gagnant. Nous ne voulons pas l'Europe sociale pour plomber le rattrapage des 10 nouveaux membres mais pour favoriser la cohésion sociale chez eux et chez nous dans notre intérêt à tous.

**Stan : Qu'en est-il de la Turquie ? Pensez-vous qu'un jour elle pourra rejoindre l'UE ?**

En tout cas, je ne veux pas répondre à cette question sur une base religieuse. De toute façon l'UE comporte déjà en son sein 12 millions de musulmans. Je ne suis pas géographe, mais ceux-ci ne savent pas répondre de façon unanime si la Turquie est ou non en Europe. Le problème n'est donc pas de savoir si la Turquie est en Europe mais si elle est européenne. L'Union elle-même doit aussi s'interroger pour savoir si elle est immédiatement ou non prête à accueillir un nouveau très grand Etat en son sein. N'oublions pas tout de même que si demain nous voulons construire une défense européenne, nous n'avons sans doute pas intérêt à laisser la Turquie en tête-à-tête avec les Etats-Unis ou aux mains des islamistes.

**Lucas: Et les chypriotes turcs, comment les intégrer à l'Union Européenne ?**

Si l'UE avait vraiment voulu intégrer Chypre réuni en son sein elle aurait dû en faire un préalable. Elle ne l'a pas voulu craignant que les Grecs en échange mettent leur veto à l'adhésion des pays candidats de l'Europe de l'Est. Maintenant que Chypre est entrée après le non des chypriotes au référendum sur le plan des Nations Unies, nous avons une vraie responsabilité pour oeuvrer à cette réunification. Cela dépend des conditions politiques sur place et de notre capacité à favoriser ce processus avec une situation de départ qui n'est pas optimale.

**Merci beaucoup Pervenche Berès, le mot de la fin ?**

Voilà 11 ans que les conditions d'élargissement ont été définies par les chefs d'Etats et de gouvernements sans qu'ils "vendent" ce projet. Je souhaite que le Parlement européen qui sortira des urnes le 13 juin prochain de mobiliser les citoyens autour du défi qui nous attend dans les 5 ans qui viennent. Réussir cet élargissement, construire enfin l'Europe sociale pour porter une voix juste et forte dans le monde. A très bientôt pour un nouveau chat en direct de Strasbourg. Merci de vos questions. Elles stimulent mon argumentaire de campagne. Je file en plénière. Bon voyage.